

DP

DOMAINE PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse

Un point de vue de gauche, réformiste et indépendant

En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

DP2082

Edition du
08 juin 2015

DANS CE NUMÉRO

Le PIB: ce qu'il révèle et ce qu'il cache (Jean-Daniel Delley)

Un recul de 0,2%, et alors?

Faut-il craindre Tisa? (Yvette Jaggi)

Moins opaque en Suisse qu'ailleurs, l'Accord sur le commerce des services soulève partout une méfiance persistante

Maîtrise de l'immigration: la solution vaudoise (Albert Tille)

A la recherche d'une voie législative

Monnaie pleine, réforme vide (Invité: Beat Bürgenmeier)

L'initiative s'égare dans un débat philosophique là où des mesures urgentes et praticables sont nécessaires

Le PIB: ce qu'il révèle et ce qu'il cache

Un recul de 0,2%, et alors?

Jean-Daniel Delley - 05 juin 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27697>

Le produit intérieur brut (PIB) helvétique a reculé de 0,2% au premier trimestre de 2015. Mais ce n'est pas tant ce chiffre que la fascination qu'exerce cet indicateur qui devrait inquiéter. Le PIB est tenu pour la mesure suprême de la réussite d'un pays dans la grande compétition économique, alors même que son contenu informatif reste très limité.

D'emblée le Secrétariat à l'économie (Seco) [rassure](#): ce léger repli ne concerne que l'évolution économique par rapport au dernier trimestre de l'an dernier. Si l'on considère la dernière période de douze mois, la croissance atteint 1,1%. Ouf, nous avons eu chaud.

Car la croissance mesurée par l'augmentation du PIB est devenue la bouée de sauvetage des sociétés contemporaines. D'elle on attend tout à la fois la réduction du taux de chômage et de la pauvreté, l'équilibre financier des assurances sociales et l'allègement de la dette publique. Et même le salut de l'environnement, pour autant que la croissance devienne verte ou immatérielle.

Que cache ce sigle révéral? La valeur des biens et services produits dans le pays, mesurée à leur prix. Entre donc dans le PIB tout ce qui a un prix exprimé monétairement. A

contrario en est exclu ce qui est gratuit, ce qui n'a pas de valeur d'échange en monnaie: les activités bénévoles, le travail domestique, les ressources naturelles qui n'ont pas de prix sur le marché, comme l'air par exemple.

Tout limité qu'il est, le PIB reste un indicateur utile. Il introduit une certaine transparence dans l'économie en révélant l'apport des différents secteurs à la richesse nationale et sa répartition entre ménages et entreprises.

Par contre le PIB ne dit rien sur la qualité de ce qui est produit et à qui profite cette richesse. Un accident de la circulation peut provoquer deuil, douleurs et invalidité. Le PIB ne s'intéresse qu'aux services de secours, aux soins médicaux et au travail des carrossiers et le cas échéant aux pompes funèbres, toutes activités qui ont un coût et qui donc le font croître.

Le PIB est aveugle aux conditions de travail qui président à la création de richesse. Mauvaises, elles vont certes pénaliser les travailleurs dans leur santé et leur capacité productive, mais gonfler le PIB grâce aux coûts induits par ces conditions insatisfaisantes.

Le PIB ne traduit en aucune manière la pression de l'activité économique sur

l'environnement. Pire, si les dégâts impliquent des actions de réparation, ces dernières contribuent à la croissance du PIB. Il serait intéressant de connaître la part de la croissance consacrée à payer ces dégâts.

Un PIB qui n'est guère sensible non plus à l'horizon temporel: la croissance inconsiderée du secteur bancaire a contribué à doper l'indicateur - satisfaction générale -, jusqu'à la crise qui a mis à genoux l'économie mondiale - atterrement général. Quand le PIB se révèle être un mirage!

Le PIB, à tout le moins à partir d'un certain niveau, n'indique en rien la qualité de vie d'une société. Ainsi la richesse produite n'est pas corrélée avec l'espérance de vie, aussi élevée au Chili et au Costa Rica qu'aux Etats-Unis pourtant quatre fois plus riches. Le constat vaut pour la plupart des variables de développement humain: santé, inégalités, violence, éducation. On peut même soupçonner que le taux de croissance - l'augmentation de la plus-value - sert en partie ou en totalité à couvrir les coûts des atteintes à la santé et à l'environnement, notamment, provoquées par cette même croissance. Le serpent PIB se mord la queue.

C'est pourquoi [d'autres indicateurs](#) ont été développés

pour pallier l'information biaisée et insuffisante fournie par le PIB. De [l'indicateur du développement humain](#) du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) à celui des richesses humaines et naturelles de la [Banque mondiale](#) en passant par le [Bonheur national brut](#), les tentatives n'ont pas manqué d'élargir notre compréhension de la richesse des nations. Mais elles butent sur la double

difficulté de définir des critères universels et de récolter les données pertinentes. [L'Office fédéral de la statistique](#) a également développé un système d'indicateurs du développement durable.

Mais parce qu'il est simple et simpliste, le PIB reste la référence de base des autorités économiques. A gauche comme à droite de l'échiquier

politique, on ne pense qu'en termes de croissance, cet horizon quasiment eschatologique qui pourtant ne nous promet pas des lendemains qui chantent. Et les dispositions constitutionnelles telles que les articles 2, alinéa 3, et 73 - conservation durable des ressources naturelles et développement durable - ne restent que des vœux pieux reportés aux calendes grecques.

Faut-il craindre Tisa?

Moins opaque en Suisse qu'ailleurs, l'Accord sur le commerce des services soulève partout une méfiance persistante

Yvette Jaggi - 07 juin 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27707>

A force de parler de libre circulation des personnes en Europe, on oublie un peu le libre-échange des marchandises et surtout des services dans le monde. Or, côté commerce international, c'est «*la déferlante*» comme le rappelle en titre la dernière livraison du bimestriel [Manière de voir](#), anthologie thématique du *Monde Diplomatique*.

En effet, tandis que les 160 pays membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) peinent à boucler les négociations du cycle multilatéral de Doha amorcé en 2001, se tissent, en-dehors de ce forum universel, divers accords commerciaux que les initiés appellent par leur acronyme anglais: Ceta, Tafta, Tisa, dont le A final

signifie *Agreement*, accord en français. Les autres initiales désignent la zone géographique concernée (C pour Canada, E pour Europe, TA pour Transatlantique) ou précisent l'objet du commerce (*Trade*) en question, celui des services par exemple.

En matière d'économie internationale, la libéralisation du commerce des prestations de services apparaît comme la grande et longue affaire de ces vingt dernières années. Première étape, l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), dont les bases remontent à 1994, n'a pas soulevé de grandes vagues, dans la mesure où le projet initial reposait sur le principe de la liste positive: seuls sont concernés les services figurant

expressément dans le texte établi après discussion sur les «*offres*» soumises par les pays membres, dans lesquelles ils énumèrent les secteurs ou prestations qu'ils souhaitent soustraire au libre-échange.

Dès le début, la Suisse a exclu, bien entendu, de libéraliser nombre de services, publics en majorité. Cette précaution n'a pas empêché une centaine de communes suisses de se déclarer [hors zone AGCS](#), à l'exemple de villes comme Bâle, Bienne, Genève, La Chaux-d-Fonds, [Lausanne](#) ou Zurich. Divers Services industriels, ceux de Vevey par exemple, en ont fait autant, à toutes fins utiles. Aujourd'hui encore, il apparaît totalement exclu que la fourniture d'énergie échappe aux collectivités locales qui

mènent traditionnellement une politique active – et longtemps très profitable – en la matière.

Entre très bons amis

Les négociations multilatérales n’avançant pas au rythme escompté, une cinquantaine de pays de tous les continents sauf l’Afrique – dont la Suisse, les Etats-Unis, l’Australie et Hong Kong ainsi que les 28 membres de l’Union européenne – forment le groupe des *Really Good Friends*. Ils se réunissent pour la première fois en février 2012 en vue de parvenir à un Accord plurilatéral sur le commerce des services (ACS, en anglais Tisa pour *Trade in Services Agreement*).

Cinq semaines plus tard, la deuxième ronde examine un «inventaire d’éléments AGCS-plus» susceptibles de figurer dans l’accord espéré. L’énumération comprend une dizaine de secteurs: télécommunications, services financiers, commerce électronique, environnement, énergie, achats publics, courrier express/postal, transport maritime, itinérance mobile, flux internationaux de données. Diverses mesures et procédures figurent également à l’ordre du jour: transparence, réglementation intérieure, admission temporaire, exigences en matière d’archivage local et de localisation.

Fait nouveau, le tout est assorti d’une proposition de «liste hybride», développée par la Suisse et formellement déposée en octobre 2012. Ce système

prévoit que les engagements des pays en matière d’accès aux marchés figurent sur une liste positive tandis que leurs réserves relatives au traitement national sont énumérées sur une liste négative. Le principe de la liste hybride est retenu dès décembre 2012. Une année plus tard, lors de la 13e ronde, il est convenu de passer à la récolte des offres initiales. La Suisse soumet la sienne en date du 30 janvier 2014 et la publie promptement sur Internet.

Comme l’a confirmé le Conseil fédéral dans sa réponse à une [interpellation](#) d’Aline Trede déposée au nom du groupe des Verts, il n’y a pas de différences matérielles entre les offres faites en son temps par la Suisse pour l’AGCS et plus récemment dans le cadre de Tisa. Pas d’écarts non plus par rapport aux accords et pratiques en vigueur. En clair, on retrouve les mêmes exceptions nationales, désormais portées sur la liste négative, qui concernent notamment la formation et la santé, l’approvisionnement en énergie, les transports publics et les services postaux. Ce que la Municipalité de Lausanne a su rappeler dans sa réponse à une interpellation déposée le 5 janvier 2015 par le conseiller communal David Payot (La gauche), sans toutefois s’opposer à une [résolution](#) votée par le Conseil communal le 19 mai dernier déclarant la Ville de Lausanne «Zone hors Tisa».

Et pourtant la méfiance

Dans les riches pages du [site](#) du Secrétariat d’Etat à l’économie consacrées à l’Accord plurilatéral sur le commerce des services (Tisa), on peut s’informer notamment sur les procédures en la matière, les positions des négociateurs fédéraux, les interventions parlementaires sur la question. Autant dire que les récurrentes [accusations](#) de non-transparence émises par les opposants à Tisa ne sont pas pertinentes pour la Suisse, seule avec la Norvège à pratiquer l’ouverture. Encore faut-il que les textes soient lus sans cette méfiance déformante dont le Grand Conseil genevois a fait preuve en mai 2014 en votant une [résolution](#) pour le moins hâtive.

Ceci dit, les rapports annuels de l’OMC restent effectivement discrets sur une négociation qui ne se déroule pas sous son égide, puisque non multilatérale. Tout juste quelques lignes en page 67 du [Rapport annuel](#) pour 2014 sur les discussions entre «bons amis».

Ce bémol n’a pas de quoi ébranler les convictions d’[Economiesuisse](#), imperturbable promotrice de la libéralisation à tout va.

Mais l’actualité met en garde. Coïncidence significative: ce même jeudi 4 juin, paraissent deux articles inquiétants dans la même édition du *Courrier*. D’une part, un simple communiqué de l’ATS présente les dernières révélations de

Wikileaks, soit 17 documents confidentiels montrant les inéluctables progrès de la privatisation des services encouragée par Tisa. D'autre part, un [article](#) décrit la «*machine de guerre contre le service public*» avancée par le PLR genevois sous prétexte de frein à l'endettement.

La méfiance à l'égard de Tisa reste donc de mise. En Suisse, le mandat des négociateurs

paraît imprécis même si le [Conseil fédéral](#) raisonne par analogie et juge que les consignes demeurent inchangées depuis le temps des AGCS.

Au total, trois voix au moins méritent d'être mieux entendues à propos de Tisa. Celle des gauches politiques et syndicales, réunies dans la lutte contre les [dangers](#) qui menacent le service public et les emplois offerts par les

administrations et les instances paraétatiques. Celle aussi des Verts qui craignent la libéralisation des services et ses effets sur les libertés individuelles ainsi que pour l'environnement. Celle enfin des organisations de défense des droits humains qui dénoncent, à l'instar d'[Alliance Sud](#), les conséquences de la dérégulation pour ceux que l'OMC classe parmi les pays les moins avancés.

Maîtrise de l'immigration: la solution vaudoise

A la recherche d'une voie législative

Albert Tille - 08 juin 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27712>

Le canton de Vaud compte 32% de ressortissants étrangers dans sa population, soit 10% de plus que la moyenne suisse. Il a pourtant rejeté à 61% l'initiative contre l'immigration de masse. Le Conseil d'Etat constate, par ce vote, que la population juge la libre circulation indispensable au bien-être de la région. Il le dit clairement au Conseil fédéral dans sa [réponse](#) à la consultation sur la mise en œuvre de l'initiative de l'UDC.

Le [projet](#) porte essentiellement sur les modalités de l'introduction de contingents. Le Conseil fédéral espère, ou fait croire qu'il espère obtenir par négociation une modification de l'accord sur la libre circulation permettant l'introduction de contingents

pour les ressortissants de l'UE.

Le Conseil d'Etat du canton de Vaud «*se fait peu d'illusions sur les chances de succès de cette démarche*». Et il estime prioritaire de définir une «*stratégie pour préserver les accords bilatéraux*», donc de ne pas introduire des contingents. Il répond toutefois à la consultation en décrivant la manière la moins dommageable pour la région lémanique de continger la migration européenne.

L'intérêt de la réponse vaudoise porte essentiellement sur la manière de maîtriser l'immigration par des mesures internes, sans toucher à l'accord avec l'UE. Elle propose d'abord d'intensifier la lutte contre le *dumping* salarial,

d'imposer des conditions minimales de salaire, d'élargir l'application des conventions collectives. Le gouvernement vaudois propose aussi de mieux exploiter la main-d'œuvre indigène potentiellement disponible.

Le Conseil fédéral a suggéré à ce sujet une [série de mesures](#) à discuter avec les cantons. Mais les avancées sont minimes. Le développement de l'emploi féminin offre d'importantes possibilités. Une enquête de l'OFS montre que 23,2% des mères désireraient augmenter leur taux d'occupation si la garde des enfants était résolue. Des mesures devraient également être prises pour le maintien ou l'accès au marché du travail des personnes âgées ou des handicapés.

Dans sa réponse, le Conseil d'Etat retient une procédure inspirée par la rectrice de l'Université de Fribourg, [Astrid Epiney](#), développée récemment dans *Le Temps*. L'art 121a issu de l'initiative de l'UDC laisse une marge de manœuvre pour maîtriser l'immigration par des mesures législatives internes. Le peuple pourrait se prononcer à leur sujet par référendum.

La nécessité d'un nouveau vote sur l'immigration fait pratiquement l'unanimité, mais selon des versions fort différentes, la plus radicale étant l'initiative Rasa proposant d'abroger purement et simplement l'article 121a (DP [2062](#), [2063](#)).

Tout nouveau vote sur des textes constitutionnels exigerait, pour être adopté, la majorité du peuple et des cantons. En février 2014, l'initiative n'a été acceptée que

par 50,34% des votants. Moins de 20'000 voix ont manqué pour son refus. En revanche, l'autre majorité nécessaire, celle des cantons, a été massive: 12 et 5 demi pour; 8 et 1 demi contre. Rattraper un tel retard paraît impossible. C'est pourquoi le recours à un simple vote législatif semble la seule voie possible pour maîtriser l'immigration sans compromettre les bilatérales.

Pour y parvenir, le Parlement devrait adopter un projet substantiel et crédible. Le succès dépend d'une large entente des partis hors UDC. Ainsi, le PLR accepterait le renforcement des mesures d'accompagnement préconisées par la gauche. Le PS accepterait-il de retoucher l'accès des migrants aux aides sociales?

Le délégué vaudois aux affaires européennes présentait

récemment la position du gouvernement vaudois à un auditoire du [Nomes](#). A titre personnel, sans engager le Conseil d'Etat, Simon Affolter estime que le projet législatif pourrait comporter une disposition permettant d'introduire des contingents si les mesures adoptées ne parviennent pas à maîtriser l'immigration. L'UE ne constaterait pas une violation de l'accord sur la libre circulation avant que cet éventuel contingentement soit appliqué à un ressortissant européen.

L'indispensable débat sur l'immigration, pour l'heure encore chaotique, ne devrait se concrétiser qu'après le refus européen confirmé de renégocier l'accord sur la libre circulation... et après les élections fédérales, qui bloquent toute entente gauche droite «*contre nature*» pour sauver les bilatérales.

Monnaie pleine, réforme vide

L'initiative s'égare dans un débat philosophique là où des mesures urgentes et praticables sont nécessaires

Invité: Beat Bürgenmeier - 06 juin 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27701>

L'initiative [Monnaie pleine](#) (DP [2041](#)) est censée répondre à la fois à la nécessité de réformer le secteur financier en profondeur et à la passivité des politiciens enclins à se poser en victimes de l'hégémonie américaine. Elle lutte contre la création monétaire des banques par voie scripturale et

renforce le rôle de la Banque nationale à qui elle confère les pleins pouvoirs d'émettre et de contrôler toute forme de monnaie.

Après la tempête, enfin une proposition sage, pourrait-on penser. Seulement voilà, l'idée suit un peu la même logique

que celle de l'initiative Minder qui a fait croire qu'elle lutte contre les salaires abusifs des dirigeants. L'initiative Monnaie pleine fait croire qu'elle limite efficacement les excès de la finance. Les deux idées visent un vrai problème, mais proposent de faux remèdes. L'une fait naïvement appel aux

actionnaires, l'autre au contrôle omniprésent de la Banque nationale. L'une est pour la concurrence privée, l'autre pour le monopole public.

L'initiative sur la monnaie empêche donc des vraies réformes. Elle détourne le débat public des mesures urgentes et praticables, qui pourraient efficacement changer le secteur financier, vers une proposition qui est théoriquement intéressante et débattue depuis la nuit des temps. D'un côté, des réformes précises pour mieux encadrer les activités financières, de l'autre le retour au romantisme d'une idée difficile à faire comprendre au grand public. A qui profite le crime?

Les principaux ingrédients d'une vraie réforme de la finance sont bien compris par les quelques économistes qui ont su garder leur indépendance. Ils recommandent une augmentation des fonds propres plus proche de 30% que des quelque 3% actuellement affichés avec

fierté par les banques elles-mêmes. Ils cherchent à limiter les subventions que l'Etat accorde implicitement au secteur financier (*too big to fail*). Ils insistent sur les dangers de produits structurés qui ne diversifient pas les risques comme promis, mais les augmentent. A cette fin, ils proposent de nouvelles normes comme la certification à respecter afin d'augmenter la transparence. Enfin, pour ces économistes, une taxe sur les transactions financières n'est pas un tabou.

L'initiative Monnaie pleine oppose à cet agenda de réforme un regard philosophique sur le rôle de la monnaie dans notre société juste au moment où il faudrait mettre en place des mesures concrètes. Un débat philosophique est certes toujours bienvenu pour gagner de la hauteur, mais sur le terrain, les problèmes n'attendent pas: le pouvoir de marché de certains acteurs financiers continue à augmenter et le risque d'une nouvelle crise financière n'est pas écarté.

Comme l'écrit avec perspicacité le professeur [Ian Stewart](#) dans [17 équations qui ont changé le monde](#): «Alors même que les répercussions de la crise bancaire mondiale se font sentir jusque dans la vie quotidienne des gens ordinaires et que les économies nationales boivent la tasse, tout indique que la leçon n'a pas été entendue» et personne n'en est responsable. «Devant la perspective d'un effondrement total du système de la finance, les banques ont cherché à faire croire qu'elles n'étaient pour rien dans la catastrophe. Elles ont pointé un index accusateur sur les régulateurs de l'Etat, alors même qu'elles n'avaient jamais cessé de s'insurger contre toute idée de régulation.» Ce n'est pas en confiant le contrôle total de la monnaie scripturale à la Banque nationale suisse, comme le veut l'initiative Monnaie pleine, que la responsabilité des banquiers sera enfin engagée.

Beat Bürgenmeier est professeur honoraire de l'Université de Genève

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur [domainepublic.ch](#) pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

Le PIB: ce qu'il révèle et ce qu'il cache

<http://www.seco.admin.ch/themen/00374/00456/index.html?lang=fr>

http://www.alternatives-economiques.fr/comment-mesurer-la-richesse-_fr_art_148_15629.html

<http://hdr.undp.org/fr/data>

<http://blogs.worldbank.org/opendata/fr/l-edition-2015-des-indicateurs-du-developpement-dans-le-monde-montre-quel-reste-beaucoup-faire>

http://fr.wikipedia.org/wiki/Bonheur_national_brut

<http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/21.html>

Faut-il craindre Tisa?

<http://www.monde-diplomatique.fr/mav/141/>

<http://www.suisse.attac.org/Les-communes-hors-AGCS>

<http://www2.lausanne.ch/view.asp?docId=33705&domId=62985&language=F>

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20144295

http://www.lausanne.ch/lausanne-officielle/conseil-communal/seances-du-conseil-communal/decisions/decisions-cc-2014-2015/mainArea/00/links/01117/linkBinary/PV%2021_19.05.15_II.pdf

<http://www.seco.admin.ch/themen/00513/00586/04996/index.html?lang=fr>

<http://www.suisse.attac.org/Signez-la-petition-du-comite-Stop>

<http://ge.ch/grandconseil/data/texte/R00765.pdf>

https://www.wto.org/french/res_f/publications_f/anrep15_f.htm

<http://www.nzz.ch/meinung/debatte/starke-dienstleistungsexporte-1.18356448>

http://www.lecourrier.ch/130364/le_plr_avance_sa_machine_de_guerre_contre_le_service_public

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20143102

<http://www.woz.ch/1443/dienstleistungsabkommen-tisa/der-service-public-ist-in-gefahr>

<http://www.nzz.ch/meinung/debatte/grenzenlose-deregulierung-1.18347767>

Maîtrise de l'immigration: la solution vaudoise

http://www.publidoc.vd.ch/guestDownload/direct/Lettre%20du%20CE.pdf?path=/Company%20Home/VD/CHANC/SIEL/antilope/objet/CE/Consultation/2015/04/515532_Lettre%20du%20CE_20150521_1190739.pdf

https://www.admin.ch/ch/f/gg/pc/documents/2635/121a-Cst-LEtr_Projet_fr.pdf

<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-56194.html>

http://www.letemps.ch/Page/Uuid/96ce313a-056b-11e5-a2d8-dac5eea792f9/Une_loi_sans_contingents_est_possible

<http://www.domainepublic.ch/articles/26984>

<http://www.domainepublic.ch/articles/27029>

<http://www.europa.ch/index.asp?Language=FR&page=page82>

Monnaie pleine, réforme vide

<https://www.admin.ch/ch/f/pore/vi/vis453t.html>

<http://www.domainepublic.ch/articles/25923>

http://en.wikipedia.org/wiki/Ian_Stewart_%28mathematician%29

http://www.laffont.fr/site/17_equations_qui_ont_change_le_monde_&100&9782221133347.html